la liberté d'autrui et la sécurité publique.

La presse ne peut, en aucun cas, être soumise à la censure.

Ainsi, la Constitution consacre le droit de s'associer, le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, le droit de pétitionner, tous compris dans le droit de réunion. Mais qu'est-ce donc que le droit de réunion? Définirez-vous ainsi le droit de se constituer en assemblée permanente à côté de l'Assemblée nationale, d'avoir comme elle une organisation, règlements, bureaux, président, secrétaire, discours prononcés, imprimés, publics? Définirez-vous ainsi le droit de discuter non-seulement les projets de lois et les actes des ministres ou du Gouvernement, mais les lois promulguées et le Gouvernement tout entier, toujours, en tout temps, en nombre illimité? Lorsque le suffrage universel nomme les législateurs du pays, d'autres prétendus législateurs viendront-ils, sans autre délégation que leur propre volonté, exercer sur le Corps législatif une inquiète et continuelle censure? se réunir, ce n'est pas se perpétuer, c'est s'assembler pour un objet quelconque, mais déterminé, certain.

On dit que la Révolution de Février s'est faite pour le droit de réunion; mais il s'agissait de se réunir pour des banquets, à tel jour, à telle heure. Sans doute, le temps consacré aux banquets se passait à discuter la politique et les actes du Gouvernement dans des toasts, dans des discours; mais les toasts et les discours, même les plus longs, avaient une durée limitée: rien de permanent dans les banquets; mais des clubs, c'est à dire, encore une fois, des réunions permanentes, s'occupant de tout, est-ce l'assemblée paisible dont parle la Constitution?

Appellez-vous association dans le sens de la loi cette agglomération d'hommes, souvent inconnus les uns aux autres, qui, chaque jour, ouvrent au public, c'est-à-dire à tous, les portes de la salle où se tiennent leurs séances, et discutent ou plutôt exploitent à leur manière les plus désastreux systèmes de société, de Gouvernement, d'administration?

En vain prétendez-vous qu'en limitant l'exercice du droit, la Constitution consacre ce droit: assurément, mais la question est toujours à savoir ce que c'est que le droit.

Enfin, les clubs ne sont pas le droit de réunion, ils sont un des modes, un des moyens d'exercice de ce droit. Est-ce que vous niez que la loi ait le pouvoir de supprimer un des modes d'exercer le droit, elle que a le pouvoir d'en limiter l'exercice?

En vain prétendez-vous encore que l'on pourrait ainsi supprimer la presse. La Constitution, en défendant tout censure, proclame assez haut qu'elle interdit la suppression de la presse; et ce n'est pas d'ailleurs sans motifs, qu'après avoir déclaré que la sécurité publique ou la liberté d'autrui sont les seules limites de la liberté de réunion et de la liberté de la presse, la Constitution a fait pour la presse une disposition particulière qui la protège spécialement.

Aussi l'histoire des peuples libres, aussi notre histoire, dans les temps où la liberté n'était pas encore la licence, ou avait cessé d'être l'oppression, viennent fournir des arguments puissants contre cette pensée que le droit de réunion et les clubs sont une seule et même chose. L'Angleterre, qui a tant de liberté dans le droit de réunion, n'a pas admis les clubs; la République des Etats-Unis d'Amérique n'a pas consacré non plus cette institution, contre laquelle Washington s'est prononcé.

L'Assemblée constituante, dans ses derniers jours, proscrivit les clubs; la Convention, le 6 fructidor an III, les frappa de proscription.

Quels exemples voulez-vous plus décisifs, plus incontestables?

Et si vous permettez à votre minorité d'invoquer aussi des considérations puissantes, n'est-il pas vrai que les plus mauvaises passions viennent dans les clubs chercher un refuge? Société, famille, propriété, gouvernement, hommes et choses dans ce qu'ils ont de plus généreux et de plus grand, ne les voyez-vous pas attaqués dans les clubs avec un ardeur, une violence qui révoltent la conscience publique? Ou sera le mal de fermer ces écoles publiques de calomnies et d'insurrection? Quand l'existence des clubs est un sujet d'effroi pour tant d'honnêtes citoyens, les interdire, n'est-ce pas donner à l'opinion sage et modérée du pays une satisfaction légitime?

Sans doute, le second paragraphe de l'art. 1^{er} doit être modifié; mais l'interdiction des clubs, c'est-à-dire des réunions permanentes, s'occupant de tout, ne présente à nos yeux aucun caractère d'inconstitutionnalité.

Tel est, messieurs, le système de la minorité de votre Commission.

La majorité déclare que le projet de loi est frappé d'inconstitutionnalité; je vais établir cette opinion.

La République de l'an III, avec ses deux conseils et son Directoire, fut le plus déplorable de tous les gouvernements: sorti de la réaction thermidorienne et des journées de vendémiaire, il se signala par l'attentat du 18 fructidor, il s'évanouit devant l'attentat du 18 brumaire. C'est ce Gouvernement qu'on appelle avec emphase la République représentative. Aussi le Directoire amena le Consulat, le Consulat l'Empire. Lasse de tant de mécomptes, la liberté sembla consentir à s'abriter derrière la gloire.

Au despotisme glorieux succéda la plus grande calamité pour un peuple: une restauration. Ce fut la première épreuve du Gouvernement monarchique représentatif: les barricades de Juillet l'emportèrent. L'année dernière, à pareille époque, nous lutâmes dans ce palais contre la seconde tentative de ce Gouvernement monarchique représentatif, que le souffle du peuple emportait aussi dans quelques heures. La monarchie de 1815 périt pour avoir attaqué la presse, la monarchie de 1830 périt pour avoir attaqué le droit de réunion.

Vous avez compris, Messieurs, ce que veut la situation actuelle du pays; vous avez enfin proclamé, non pas la République représentative, mais la République démocratique.

Or, la République démocratique, c'est le peuple gouvernant par ses élus, et quand ses élus sont le produit du suffrage universel, c'est le peuple tout entier qui gouverne par l'Assemblée émanée de lui.

Vous avez même, citoyens représentans, poussé jusqu'à sa dernière limite la démocratie dans notre République: ce n'est pas seulement l'Assemblée, c'est-à-dire le Gouvernement du pays, qui puise dans le suffrage universel sa vie et sa puissance, c'est l'administration même du pays, qui, désormais, est présidée par un chef que le suffrage universel proclame.

Dans aucune époque, chez aucune nation, l'histoire de la démocratie ne présente un pareil triomphe. Jamais encore la démocratie n'avait exercé cet immense pouvoir, jamais elle n'avait obtenu cette puissance infinie.

Or, Messieurs, dans un gouvernement démocratique, qui a pour base le suffrage universel, le droit au peuple de se réunir pour discuter son gouvernement est le premier, le plus nécessaire, le plus indispensable de tous les droits.

On n'ose pas porter la main sur les réunions électorales, et l'on ne balance pas à frapper les réunions politiques. Mais qu'est-ce donc que l'élection de cette Assemblée, si ce n'est le choix politique des hommes qui doivent diriger la politique du pays? Qu'est-ce donc que le choix du président, si ce n'est le choix politique de l'homme qui s'entendra le mieux avec l'Assemblée nationale, c'est-à-dire avec le peuple, pour agir dans l'intérêt de la véritable politique du pays? Et qu'est-ce qu'un club, si ce n'est une réunion de citoyens discutant la politique du pays?

Ne dites pas que le peuple ne sait pas, vous blasphémerez contre vous-mêmes.

Le peuple ne sait pas! Mais alors pourquoi vous incliner devant le suffrage universel? Pourquoi l'avoir créé? Pourquoi tant de pouvoir à si peu d'intelligence?

On retire le suffrage universel, on laisse à tous ceux qui exercent le droit de se concerter, de s'entendre, toutes les fois qu'ils le veulent, sur les hommes qu'ils devront choisir pour faire la loi, pour exécuter la loi.

Une assemblée permanente, dites-vous, n'est pas une réunion; l'on se réunit pour traiter une ou plusieurs questions, non pour se perpétuer!

Qu'on me permette de le dire: c'est, dans une matière si grave, jouer sur les mots. On admet l'assemblé qui se réunit pour discuter une question, plusieurs questions successives; mais cette série de questions épuisées, l'Assemblée en présente d'autres. A quel nombre limiterez-vous son droit? A quel moment précis finira-t-elle?

Les bureaux, le président, les secrétaires, les procès-verbaux, la publicité, vous semblent un danger! Mais quand

l'Assemblée discutait le décret du 28 juillet, elle voulait, au contraire, le bureau, le procès-verbal, la publicité, comme autant de garanties!

Où vient ce changement subit?

Ce sont, dites-vous, des législateurs en nombre illimité qui exercent sur les représentans du peuple, sur le Gouvernement, une inquiète et continuelle censure.

Des législateurs! c'est que vous confondez les époques... Vous vous reportez à un demi-siècle en arrière. Où sont les décrets, où sont les ordres souverains proclamés par les clubs!

La police est là toujours présente; les Tribunaux sont là, toujours sévères dans leur justice.

Qu'est-ce que tout cela peut avoir de commun avec cette Assemblée si grande, si puissante, émanation de la souveraineté nationale, souveraineté nationale elle-même? quelle atteinte peut-elle recevoir de traits qui ne portent pas, et que brise un arrêt de Cour d'assises ou un jugement de police correctionnelle?

Les clubs ne sont qu'un mode d'exercer le droit de réunion; mais les banquets ne sont qu'un mode d'exercer le droit de réunion.

Si la loi peut interdire le premier mode, la loi peut interdire le second. Si elle peut interdire le second, même en République, la Révolution de Février est un crime irrémissible: la République doit faire amende honorable à la royauté, la France doit rappeler ces dynasties royales qu'elle a, trois fois dans soixante ans, chassées de son territoire.

En vain me direz-vous, à votre tour, que la liberté de la presse est à l'abri de toute atteinte. Oui, sans doute, comme le droit de réunion. Mais vous pouvez supprimer tel ou tel mode d'exercice de la liberté de la presse. Ainsi la publication des journaux est un mode d'exercer la liberté de la presse: vous n'avez pas le droit de censurer les journaux, tant que vous les laissez paraître; mais le jour où ce mode d'exercer la liberté de la presse vous semblera dangereux, vous supprimerez les journaux pour cause de sécurité publique.

Les comités électoraux sont eux-mêmes un mode d'exercice du droit de réunion; qui vous empêchera, pour cause de sécurité publique, de supprimer les comités électoraux?

Vous invoquez l'Angleterre et les Etats-Unis.

Vous citations fussent-elles exactes, la réponse serait simple: l'Angleterre est une monarchie aristocratique, la France est une République.

Sans doute, au mois de janvier 1848, en fait de liberté, il était permis de citer l'Angleterre; mais vous êtes en février 1849.

Prenez l'Angleterre dans sa Révolution, et vous verrez le grand club proclamer le protectorat de Cromwell.

Et pourtant, il faut bien en convenir, dans cette aristocratique monarchie, le droit de réunion est compris bien plus largement que dans notre nouvelle République.

Vous parlez avec épouvante des promenades du 17 mars, faites vingt jours après la révolution, aux cris de: Vive le Gouvernement provisoire! demandez à l'Angleterre si elle redoute ces flots de peuple qui s'étendent, comme une mer agitée, au milieu de ses rues et de ses places publiques, foule immense, innombrable, exerçant son droit sans obstacle? Que vous réglez ces manifestations, je le comprends; l'Angleterre les consacre.

Mais quoi? En Angleterre, aux Etats-Unis, vous n'appellez pas des clubs ces sociétés permanentes qui s'occupent pendant des années entières, soit d'un objet spécial, comme l'abolition de l'esclavage; soit de questions qui embrassent mille objets divers, comme les douanes, les tarifs; soit de questions qui touchent aux droits politiques les plus considérables, telles que la réforme politique, la réduction de la force armée; soit enfin de matières qui touchent aux entrailles même de la question sociale: la réforme des finances, le libre échange? Washington, dites-vous, se prononça contre les clubs; je n'ai pas sous les yeux cette attaque du grand homme, je rappelle seulement que les clubs dont parlait Washington, c'étaient les clubs du temps de la Convention; les clubs qui voulaient, comme la Convention, la France une et indivisible; les clubs qui voulaient, comme la Convention, la mort du fédéralisme. Ne comprenez-vous pas que Washington, chef immortel d'une République fédérative, se soit prononcé contre les clubs?

Mais qu'ai-je besoin, Messieurs, de combattre plus longtemps de pareils sophismes? Le droit de se réunir dans les clubs est un droit tel ment inhérent à la liberté, qu'aussitôt que, même dans le lointain, apparaît la liberté, les clubs se forment sous l'inspiration des hommes les plus marquans et les plus modérés de l'Assemblée Constituante.

Où, deales premiers jours de notre première assemblée, la fermentation universelle créa les clubs. On prit le nom de l'Angleterre, mais la vie, le développement, l'autorité des clubs, ils le puisèrent dans les circonstances.

Opérer des réformes, détruire des abus, porter remède à la situation, briser les privilèges, anéantir la distinction des classes, faire de ces provinces diverses par les lois et les coutumes, une seule nation, donner à la patrie française une Constitution définitive; telles étaient, dans l'origine, les vives pensées des hommes qui présidaient à ces réunions.

Les opinions grandissaient dans la lutte, la division se faisait dans les meilleurs esprits. A la sage ou timide modération de nos uns s'opposait l'ardent patriotisme des autres: le cours rapide du torrent emportait les lois, les institutions, le passé. Ceux qui voulaient élever des digues, ceux qui voulaient précipiter son cours lutèrent dans ces clubs, dont quelques-uns ont laissé des noms qui ne périront pas. Le club Breton, les Feuillans, les Jacobins, le club Electoral, les Quinze-Vingts, tant d'autres encore.

Vous savez tous, Messieurs, la place qu'occupent dans notre histoire les principaux de ces clubs, mêlés à toutes les phases de notre révolution, sous la Constituante, sous la Législative, sous la Convention. Parmi eux, au-dessus de tous, les Jacobins parcoururent une carrière immense et dominèrent la Convention elle-même. Sur toute l'étendue de l'Empire, ils portèrent leurs ramifications et leur puissance. Ils étaient, par affiliation, sur la République, un vaste réseau qui couvrait en quelque sorte tout le territoire.

Disons-le, Messieurs, l'histoire des clubs, jusqu'à la Révolution, c'est en grande partie l'histoire de notre première République.

Il est vrai que, dans ses derniers jours, quand, selon l'expression d'un orateur, elle s'amointrissait devant les événements et se retirait tout entière devant le péril que soulevait le décret du 6 fructidor, elle se s'agrippa à un décret qui fut le décret de l'Assemblée nationale, mais ce décret n'est qu'une date, les souvenirs historiques que conservent, les contemporains ne s'en occupent pas; les sociétés populaires n'en furent pas atteintes.

Il n'en fut pas de même le 6 fructidor an III, jour où parut le décret qui abolit les sociétés populaires, décret dont s'arment encore aujourd'hui ceux qui veulent renverser le droit de réunion. Ce décret, fondé sur la Constitution proclamée la veille, brisait en effet les sociétés populaires; mais le citer comme ayant aboli les clubs, c'est oublier toute l'histoire de cette époque.

Rapèlons en quelques mots des souvenirs trop effacés. Dans la nuit du 9 au 10 thermidor, la salle des Jacobins avait été fermée, et Legendre en avait déposé les clés sur le bureau de la Convention; mais dès le lendemain, et sous leur titre de Société des amis de la liberté et de l'égalité, les Jacobins reprenaient leurs séances publiques.

Le club électoral, qui se recruta bientôt de tout ce que le parti vaincu au 9 thermidor comptait d'hommes dévoués, signalés, compromis, continuait, comme les Jacobins, ses nombreuses réunions, plus ardentes encore, parce que le pouvoir échappait à des mains qui voulaient le retenir.

Les sections et le Palais-Royal devinrent l'asile du parti contraire; pour mieux dire, tous les partis que la Révolution avait brisés depuis 1789 réunissaient alors leurs débris ou leurs forces; ils commençaient la lutte qui dura cinq ans, et vint s'évanouir dans la journée du 18 brumaire.

La première satisfaction légale donnée à ses intérêts, déjà fort actifs, se trouve dans le célèbre rapport de l'honnête Lindet (bon citoyen, que la réaction devait quelque temps épargner, puis emporté à son tour), et dans les décrets qu'il proposa le 20 septembre 1794, et qui furent votés par l'Assemblée.

donnés par un des décrets du 20 septembre.

Dès ce moment, la lutte entre le club des Jacobins et la Convention prit un double caractère. La Convention voulait se délivrer d'une pesante chaîne; les Jacobins voulaient maintenir leur puissance.

Ils n'étaient plus assez forts.

Un décret de la Convention défendit aux représentans du peuple d'être membres des sociétés populaires; mais vivement attaqué par ce motif qu'il violait le droit de réunion, droit inaltérable, appartenant à tous les citoyens, inviolable pour les représentans comme pour tout autre, le décret fut immédiatement rapporté.

Nouvel hommage rendu au droit de réunion.

Un décret du 25 vendémiaire an III porta résolument la main sur les sociétés populaires, non pour les dissoudre, mais pour les séparer, pour briser le réseau qui enserrait la France tout entière. Il fut voté dans une des séances les plus orageuses, après un des combats les plus violens qu'ait vus la tribune depuis le 9 thermidor.

Toutes affiliations, toutes fédérations, toutes correspondances en nom collectif entre les sociétés populaires furent interdites. Toute pétition en nom collectif fut prohibée. Le tableau des membres de chaque société devait être dressé et affiché dans la salle des séances.

Le soir même, les Jacobins prirent une résolution ainsi conçue: « Si l'on se fait des lettres circulaires, non pas écrites au nom des Jacobins de Paris, aux Jacobins de la France, mais signées par tous les hommes libres réunis dans la salle des Jacobins, et adressées à tous les hommes libres de France, réunis en société populaire. » C'était la rébellion.

Entre la Convention décrétant et les Jacobins révoltés il fallait désormais une victoire.

Un mot de Billaud-Varennes aux Jacobins précipita le dénoûment.

« Le lion n'est pas mort quand il sommeille, s'était crié Billaud-Varennes; à son réveil il exterme ses ennemis. »

Dans une séance mémorable de la Convention, Billaud-Varennes fut forcé de rendre compte de cette provocation à l'insurrection. Une terrible apostrophe de Legendre se termina par la proposition d'un décret qui interdisait aux représentans de faire partie des sociétés populaires.

On sait à la suite de quels événemens un arrêté, pris le 21 brumaire, par les quatre comités, ordonna que les séances des Jacobins seraient suspendues, que les clés seraient portées au comité de sûreté générale.

Le lendemain, 22 brumaire, au milieu des applaudissemens et à la presque unanimité des suffrages constatés, l'arrêté des Comités fut confirmé par la Convention.

Le club des Jacobins cessa d'exister.

L'extrait du *Moniteur* des passages du discours prononcé par le rapporteur Laignelot:

« Nous avons cru qu'il fallait admettre partout des sociétés populaires, parce qu'elles sont inhérentes au Gouvernement républicain (Applaudissemens); mais nous n'avons point vu dans les Jacobins une société vraiment, purement populaire. (Vifs applaudissemens.) »

« Nous n'avons jamais eu l'intention d'attaquer les sociétés populaires, nous nous sommes dit: Nous n'avons le droit de fermer les portes que là où il s'élève des factions, où l'on prêche la guerre civile. (Applaudissemens.) Les sociétés ou sections sont vraiment les sociétés du peuple. (Nouveaux applaudissemens.) Nous les maintiendrons, la Convention les maintiendra. (Oui, oui, s'écrient tous les membres. On applaudit vivement.) »

Moins d'un an s'était écoulé depuis le 22 brumaire, et les sections levaient contre la Convention l'étendard de la révolte, et ceux qu'elle avait proscrits se mettaient à ses ordres et le canon de vendémiaire tonnait contre les sections, et bientôt la Constitution de l'an III prohibait les sociétés populaires qu'on avait déclaré vouloir « admettre partout. »

Les leçons de l'histoire seront-elles toujours perdues?

Les journées de vendémiaire amenèrent la Constitution de l'an III.

La Constitution de l'an III proscrivit deux espèces d'associations:

- 1^o Les affiliations ou associations contraires à l'ordre public;
2^o Les sociétés populaires.

La Constitution est du 3 fructidor an III. Le lendemain, 6 fructidor, parut le décret qui prohiba les sociétés populaires.

Dès ce jour, les clubs prenant le nom de sociétés populaires n'eurent plus d'existence légale.

Quant aux sociétés s'occupant de politique, c'est à dire aux clubs qui ne pouvaient plus prendre le titre de sociétés populaires, interdit par la Constitution nouvelle, leur droit de se réunir n'était pas mis en question; on en limitait l'exercice en défendant les affiliations, les correspondances, les séances publiques, composées d'associés et d'assistans non associés.

C'est votre décret du 28 juillet, avec cette différence remarquable, que vous avez imposé aux associés l'obligation d'avoir un quart au moins de leurs places réservé pour des citoyens étrangers au club.

Il n'est donc pas vrai que le décret du 6 fructidor ait supprimé les clubs, les associations politiques conservant le nom de clubs.

Aussi les clubs n'ont pas cessé d'exister pendant les cinq années de la Constitution dictatoriale.

En l'an IV, quelques mois après le décret du 6 fructidor an III, le Directoire, s'appuyant sur la Constitution, supprima la société du Panthéon comme « association contraire à l'ordre public » et demanda au Cinq-Cents, par un message, la réglementation des sociétés politiques; Malhe fit un rapport, avec un projet de résolution qui n'eut pas de suite. Les clubs n'étaient donc pas abolis par le décret du 6 fructidor.

Les clubs, au contraire, se multipliaient: le Cercle constitutionnel et le club de Clichy étaient le drapeau de chacune des deux opinions dominantes. La réaction marchait tête levée, les royalistes, alors comme toujours, voyaient partout le « retour de l'héritier. » En l'an V, en l'an VI, en l'an VII, des discussions infinies sur les clubs occupèrent les deux tribunes. Le Conseil des Cinq-Cents éprouva une telle fatigue d'orateurs, qu'une résolution interdit les discours et n'admit que les projets de loi. J'en ai compté plus de vingt de ces projets, qui tous avortèrent. Les clubs n'ont donc jamais été abolis sous le Directoire. Le décret du 6 fructidor est mal à propos invoqué par les adversaires des clubs.

La journée du 18 brumaire changea l'aspect de la France. La Constitution consulaire n'eut pas un mot sur le droit de réunion. Que si vous me demandez ce que deviennent les clubs, je vous demanderai ce que devient la République.

Quelques mots, Messieurs, résumant l'histoire des clubs: Aux premiers jours de la liberté, ardents, généreux, patriotiques, provoquant les réformes et la Constitution.

La royauté de 90 et de 91 lutte contre des entraves qui, pour elle, sont de lourdes chaînes; les hommes éminens qui dirigent les clubs se divisent; leurs luttes éloquentes donnent aux clubs une importance plus grande encore, mais les événemens deviennent plus forts que les hommes, la tempête gronde au loin, l'enthousiasme patriotique des clubs se communique au parti populaire.

Leurs agitations avaient alarmé la Constituante, leur pouvoir se développe sous la Législative. Le trône tombé, le peuple devenu souverain, les clubs veulent être la représentation du peuple; ils se décorent du titre de Sociétés populaires.

Viennent les dangers de la patrie et la Convention nationale. Les clubs grandissent par le choc terrible qui ébranle le sol jusque dans ses fondemens. Les sociétés populaires sont une redoutable puissance; elles ont des marques distinctives, des places réservées dans les cérémonies publiques; elles rendent des arrêtés, des décrets souverains. La Convention déclare qu'elles ont toujours bien mérité de la patrie: les remerciemens de la République s'étendent jusqu'à leurs tribunes.

Cependant, d'accord avec la Convention, et plus redoutable encore, le club des Jacobins peuplé de sociétés affiliées tous les points du territoire. Une seule pensée anime toutes ses pensées. De l'Est à l'Ouest, du Nord au Midi, la République entend le sanglant mot d'ordre parti des Jacobins et de la Convention: Gouvernement révolutionnaire et terreur! résolution terrible qui dresse les échafauds, page désolante d'histoires et les cours; mais en déplorant, en condamnant les excès, l'histoire doit reconnaître que l'impulsion des sociétés secrètes contribua puissamment à l'enthousiasme militaire et

patriotique de cette grande époque. Alors, jusque dans le dernier de nos hameaux retentit ce cri magique: « Aux armes, citoyens! le danger est grand, le danger est grand, le danger est grand; le miracle inouï d'un million trois cent mille citoyens se levant comme un seul homme pour sauver et constituer la République. »

Voilà les clubs sous nos trois Assemblées. Messieurs, quarante-huit ans s'écoulent: la République, dont on avait en 1830 si merveilleusement remplacé le nom par une monarchie entourée d'institutions républicaines, se fait jour le 24 février, les clubs s'établissent.

Le Gouvernement provisoire les reconnaît, la Commission exécutive les protège, l'Assemblée nationale, après le 15 mai, repousse d'une voix unanime une proposition qui les proclame leur droit, le décret du 28 juillet le sanctionne, la Constitution le consacre.

Je vous le demande, Messieurs, l'interdiction des clubs peut-elle être constitutionnelle?

Est-ce que les grands Assemblés peuvent ainsi se donner un démenti à elles-mêmes sur ces questions graves et solennelles, dont la solution s'écrit dans l'immortalité de l'histoire?

Mais que parlons-nous d'interdiction des clubs! Est-ce donc là que tend le projet? est-ce le but réel de cette proposition inattendue?

Non, Messieurs, non: les clubs périront, mais ce n'est pas assez; avec eux s'évanouira le droit de réunion politique, mais le droit tout entier, sans exception, sans réserve. On vous dit: Toute la pensée de la loi est dans ces mots: « Les clubs sont interdits. » On ne dit pas la vérité tout entière. Relisez le second paragraphe:

« Sera considérée comme club toute réunion publique qui se tiendrait périodiquement ou à des intervalles irréguliers pour la discussion des matières politiques. »

Ainsi, toute réunion publique où des questions politiques seront discutées est interdite, et comme toute réunion publique, où seront discutées des questions politiques, ne peut s'établir sans permission, toute réunion publique ou non publique où l'on voudra s'occuper de politique dépendra de la permission, c'est-à-dire du bon plaisir de l'autorité.

Le despotisme de l'empire, avec toute son intelligence, n'avait pas été aussi loin. Napoléon avait respecté, dans une certaine limite, la faculté de se réunir. D'après l'article 291 du Code pénal, vingt personnes et la famille pouvaient même fonder une association politique sans autorisation; désormais plus d'association politique, si le ministère n'autorise pas.

Le détestable Code de septembre avait creusé plus avant que le Code de 1810; il avait découvert qu'une association de vingt personnes pouvait se diviser en sections, il avait interdit le fractionnement. La disposition de l'art. 291 du Code pénal fut, pendant bien des années, l'objet de vives et généreuses attaques; un long cri d'indignation s'éleva dans la France entière contre l'odieuse disposition de la loi du 9 septembre. La Révolution de Février a fait justice de l'une et de l'autre.

Messieurs, il y a contre les clubs, dans une certaine partie de la population, un sentiment qui date de loin et que des insensés ont ravivé naguère par l'indigne violence de leur langage. En proposant la suppression des clubs, on flatte, on caresse des opinions qui paient en applaudissemens ce qu'elles croient gagner en sécurité; mais, prenez garde, derrière les clubs qui effraient est le droit de réunion qu'on abolit.

Au reste, si la majorité de la Commission frappe d'une réprobation complète la loi proposée, la minorité n'admet pas le second paragraphe de l'article 1^{er}. Tel qu'il est conçu, il n'a trouvé grâce devant personne.

Pour nous, Messieurs, nous déclarons que l'un et l'autre paragraphes sont frappés d'inconstitutionnalité; c'est à ce titre que nous en proposons le rejet.

Et cependant, Messieurs, pour rassurer toutes les craintes, pour donner à la société encore alarmée des garanties nouvelles, la Commission s'est unanimement accordée à vous présenter, au lieu du projet ministériel, que la majorité repousse comme inconstitutionnel, que la minorité voulait seulement modifier, un contre-projet qui peut être accepté sans violer le droit, qui peut réunir les suffrages de ceux qui admettent comme de ceux qui rejettent la constitutionnalité de la loi proposée par le ministre.

La Commission s'était divisée sur une question de droit politique; nous avons été unanimes quand il s'est agi de prêter appui à l'ordre, à la société.

La Commission n'abroge pas le décret du 28 juillet, elle vous propose de le compléter par quelques dispositions importantes.

Je vais les présenter successivement à votre attention.

Les clubs ne peuvent s'ouvrir aujourd'hui qu'après une déclaration; la déclaration sera faite désormais par des citoyens qui offriront eux-mêmes des garanties. Elle sera présentée par cinq signataires français, âgés de 25 ans, jouissant de leurs droits civils et politiques, et n'ayant encouru aucune des condamnations qui laissent une tache contre les mœurs et contre la probité. L'autorité saura que les fondateurs du club sont d'honnêtes gens.

Le bureau devra offrir les mêmes garanties pour chacun de ses membres; il sera composé de cinq membres au moins, et les séances ne s'ouvriront que si trois membres au moins occupent le bureau.

Tout Français majeur a le droit de faire partie d'un club; mais, comme condition d'admission, nous exigeons aussi qu'il jouisse de ses droits politiques, et qu'il n'ait subi aucune des condamnations dont nous venons de parler.

Dans le sein de la Commission nommée pour examiner la question d'urgence, M. le ministre avait dit que les clubs se composent d'une population toujours la même, se transportant d'une salle dans une autre, guidée par certains orateurs qui répètent sur tous les points de la capitale leurs discours incendiaires.

Le projet déclare que nul ne pourra être membre de deux clubs dans la même commune.

Pour s'assurer que tous les membres des clubs remplissent les conditions voulues par la loi, le projet ordonne: 1^o la tenue d'un registre où seront inscrits les noms, prénoms, professions, âge et domicile de chaque associé; 2^o il oblige le bureau à transmettre à l'autorité, dans la quinzaine de l'ouverture du club, une copie de cette liste générale; 3^o cette liste est accompagnée d'une déclaration du bureau attestant sa conformité avec le registre; 4^o enfin chaque mois le bureau transmet une liste additionnelle et rectificative.

Vous comprenez, Messieurs, les motifs de ces précautions; la liste permet à l'autorité de s'assurer que tous les membres sont dans la condition de la loi, qu'aucun n'est membre de deux clubs.

Enfin, si une condamnation pour un fait puni par le décret du 28 juillet ou par le projet actuel frappe un membre d'un club, il ne peut plus faire partie ni de ce club, ni d'un autre, tant que sa peine n'est pas subie.

Les infractions aux dispositions qui précèdent, jugées correctionnellement, sont punies, soit d'une amende, soit d'un emprisonnement d'un mois à trois mois; quelques-unes emportent l'interdiction des droits civiques pendant un temps limité.

Nous avons voulu, d'ailleurs, que toute réclamation pour l'exercice d'un club, que toute assemblée accidentelle, que toute réunion dont l'objet pourrait être de pétitionner, de discuter sur la politique, que tout banquet annoncé dans le même but, fut précédé d'une déclaration semblable à celle des fondateurs d'un club; que, dans toutes ces assemblées, un fonctionnaire, décoré de ces insignes, eût le droit de pénétrer et d'être admis.

Quelques dispositions nouvelles complètent le droit donné à l'autorité de réclamer à la justice la suspension ou la fermeture des clubs.

Qu'un tumulte ou désordre grave s'élève, qu'une provocation au crime ne soit pas arrêtée par le président, que des hommes armés ne soient pas expulsés, que, dans ces diverses circonstances, la voix du fonctionnaire public soit méconvenue, il ordonne l'évacuation de la salle, il dresse procès-verbal, qui est transmis à la chambre du conseil; la chambre du conseil a, vous le savez, pouvoir de suspendre provisoirement, pouvoir même de fermer les clubs.

Plusieurs condamnations ont-elles été prononcées contre des individus appartenant à un même club? la suspension ou la fermeture du club peut être demandée à la Cour d'assises.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 23 février.

DÉSISTEMENT. — RÉTRACTATION.

Le désistement de l'appel formé par un prévenu, en matière correctionnelle, est irrévocable, alors même que la juridiction d'appel n'en a pas encore donné acte, de manière à ce que le prévenu ne puisse plus le rétracter? Le Tribunal supérieur correctionnel de Valence avait admis la rétractation du désistement au profit du sieur Richard, prévenu de tentative de corruption de fonctionnaires. Pourvoi du ministère public; arrêt de rejet. — Rapport de M. Vincens Saint-Laurent; M. Ch. Nougier, avocat-général.

LETRE DE CHANGE. — VALIDITÉ.

Pour qu'il y ait lettre de change valable, il faut la réunion de trois personnes, le tireur, le tiré et le bénéficiaire. En conséquence, est nulle, et ne vaut que comme simple promesse, la lettre de change soumise à l'ordre du tireur lui-même, alors que celui-ci, au lieu de la transmettre par un endosseur régulier, a simplement mis sa signature au dos et que l'endossement est ainsi resté en blanc. Peu importe, dans ce cas, que le prêteur ait réellement fourni la valeur à celui qui lui a transmis, s'il n'a pas eu soin d'exiger que les endossements fussent remplis et régularisés. Cour d'appel de Paris (4^e chambre), présidence de M. Delahaye; M. Anspach, avocat-général, conclusions contraires; affaire Prévost contre Fourcade; plaidants, M^{rs} Da et Pataille.

La Cour a en outre rejeté les pourvois: 1^o Du procureur de la République près le Tribunal de Valence, contre un jugement rendu par ce Tribunal jugeant en matière correctionnelle, en faveur de Joseph Richard; — 2^o D'Anselme Cabé-Barlet, condamné à deux jours de prison par le Conseil de discipline de la garde nationale de Navarreins (Basses-Pyrénées), pour acte d'indiscipline; — 3^o De Gabriel Henry, contre un jugement du Conseil de discipline de la garde nationale de Dolancourt, du 3 décembre 1848, qui le condamnait à vingt-quatre heures de prison pour refus de service d'ordre et de sûreté.

La Cour a donné acte du désistement de son pourvoi, qui sera considéré comme non avenue, à Marie-Louise dite Sacréte, condamnée à cinq ans de travaux forcés par la Cour d'assises de la Basse-Terre (Guadeloupe), pour vol de linge, la nuit, dans une maison habitée. Ont été déclarés déchus de leur pourvoi à défaut de consignation d'amende, les sieurs Michel Bel et François Chevrier, contre un jugement du Tribunal correctionnel de Bourg, du 18 août dernier, rendu dans la cause des sieurs Larue et Morel.

CHRONIQUE

PARIS, 23 FÉVRIER.

On lit dans le *Moniteur*: « Le Gouvernement, après s'être fait rendre compte des troubles de Niort, a pris le parti que lui commandaient les circonstances. Le 2^e régiment de chasseurs cessera de tenir garnison dans cette ville et sera dirigé sur Tours. Ce n'est pas une disgrâce pour le colonel et pour ses braves soldats, c'est un exemple à l'adresse des perturbateurs, une leçon donnée à l'esprit de désordre. » « Le Gouvernement ne pouvait pas concevoir la pensée de désavouer un régiment qui, insulté et provoqué par un rassemblement hostile, n'avait répondu à l'insulte et à la provocation que par une magnanimité exemplaire. S'il y avait des récompenses pour une aussi belle conduite, le pouvoir devrait être heureux et fier de les prodiguer dans cette occasion; mais il ne se croit pas dispensé d'honorer, du moins par son témoignage, cette patience de la force publique qui en justifie ultérieurement la fermeté. »

« L'ordre est rétabli à Niort. Mais après la scène scandaleuse que quelques artisans de trouble ont donnée, une réparation devient nécessaire. On a voulu empêcher un escadron de partir; le régiment tout entier quittera la ville. Le conducteur des ponts-et-chaussées qui a osé provoquer un colonel à la tête de ses chasseurs encourra la juste sévérité de ses supérieurs. Le commissaire de police qui, au mépris de ses devoirs et oubliant son caractère, a menacé d'arrestation l'homme qui commandait la force publique, sera révoqué. Il faut que chacun sache que la République veut l'ordre; qu'elle a les moyens de le faire respecter, et qu'un chef de corps, dans l'exercice du commandement, est l'organe de la loi à laquelle tout le monde doit obéissance. »

On lit dans le *Courrier de Lyon*, du 21: « Le mardi gras a été naturellement fort triste à Lyon. Un assez grand nombre de familles ont quitté la ville, par suite des troubles de ces jours passés. C'est une perte qui retombe en définitive sur la partie laborieuse et méritante de la classe ouvrière, qui est la première victime des désordres de la rue. » « Hier, dans la soirée, les groupes se sont formés comme de coutume sur la place Louis XVIII, autour de la statue de l'homme du peuple; ils se sont grossis jusqu'à la nuit par l'arrivée successive de curieux et d'hommes en blouse, dont la curiosité n'était pas le sentiment dominant. » « A la nuit tombante, ces rassemblements ayant pris de nouveau un caractère séditieux, les sommations ont été faites par les agents de l'autorité, et des charges de cavalerie et d'infanterie ont eu bien vite déblayé la place. » « Une quarantaine d'arrestations ont été opérées. » « Aucun incident grave n'a d'ailleurs eu lieu. »

Voici le programme officiel de la cérémonie qui aura lieu demain 24 février: L'anniversaire de la révolution de Février 1848 sera célébré à Paris par un service religieux commémoratif et d'actions de grâces dans l'église de la Madeleine. Le service commencera à dix heures du matin. Le président de la République et l'Assemblée nationale y assisteront. Les membres de l'Assemblée, réunis dans la salle de leurs délibérations, en sortiront à neuf heures et demie du matin, revêtus de leurs insignes, pour se rendre en corps à l'église. Le président de la République et les ministres partiront du Palais de l'Élysée et entreront dans l'église quand l'Assemblée y aura pris place. A la droite du chœur seront placés les membres du corps diplomatique. Après du cénotaphe, des places seront réservées à la députation des veuves et orphelins des victimes de Février. Viendront ensuite en corps, et en costume ou en uniforme, les députations des autorités constituées et celles de la garde nationale et de l'armée de terre et de mer, dans l'ordre suivant: Le Conseil d'Etat; La Cour de cassation; La Cour des comptes; L'Institut; L'Université; La Cour d'appel; La préfecture de la Seine, le corps municipal et les maires d'arrondissement; Les Tribunaux de première instance et de commerce; Les officiers-généraux présents à Paris; Les conseils des ponts et chaussées et des mines;

Les états-majors de la garde nationale et de l'armée de terre et de mer. Le commencement et la fin du service seront annoncés par des salves d'artillerie. La façade de la Madeleine sera tendue de noir, et sur la frise on lira cette inscription: « A la mémoire des citoyens morts pour la République! » La messe sera célébrée en grande pompe et en musique. Mgr l'archevêque de Paris officiera. Après l'absoute, les oraisons de deuil seront enlevées, et il sera chanté un *Te Deum*. Pendant la cérémonie des symphonies seront exécutées au pied de la colonne de Juillet, qui restera voilée jusqu'au moment où le canon annoncera le *Te Deum*. Après le service, l'Assemblée regagnera en corps le lieu de ses séances, et le président de la République rentrera au palais de l'Élysée. Chaque légion d'infanterie de la garde nationale fournira un bataillon destiné à former la haie depuis le palais de l'Assemblée jusqu'à l'église de la Madeleine. Un détachement de la garde nationale et un détachement de l'armée prendront place dans l'église. L'armée fournira des détachements qui seront rangés dans les rues que devront traverser l'Assemblée et le président de la République. Des secours seront distribués ce jour-là aux familles pauvres par les soins des bureaux de bienfaisance.

La Cour d'appel a procédé, à huis-clos, en chambres réunies, sous la présidence de M. le premier président Troplong, à l'installation de M. Pinaud, nommé conseiller à la Cour, en remplacement de M. Victor Foucher. A l'audience de la 1^{re} chambre de la Cour, qui a suivi immédiatement, il a été, sur le réquisitoire de M. Suin, avocat-général, donné lecture de l'arrêt du président de la République, qui nomme M. Victor Foucher, présent à l'audience, procureur de la République près le Tribunal de première instance de Paris, en remplacement de M. Pinaud, et la Cour a ordonné que M. Foucher serait installé en cette qualité. M. Foucher a en effet été installé aujourd'hui, en présence de tous les magistrats composant le Tribunal de première instance, réunis sous la présidence de M. de Belleyme et sur les réquisitions de M. le substitut Grammeil.

Maurice-François Rondet, imprimeur en taille-douce, rue de la Vieille-Bouclerie, 14, ayant été signalé comme se livrant à la fabrication et à la vente de gravures et d'ouvrages obscènes, une perquisition, constatée par procès-verbal du commissaire de police, eut lieu le 12 mai 1848 dans son logement, situé au troisième étage, et l'on trouva sur une table de la salle à manger 292 lithographies obscènes fraîchement imprimées. Au cinquième étage, dans le logement occupé par Rondet père, on découvrit un plus grand nombre de lithographies et de gravures ayant le même caractère et une certaine quantité de brochures également obscènes, et quatre pierres lithographiques sur lesquelles, étaient gravés des sujets de même nature. Rondet père, seul présent à la perquisition du commissaire de police, ne put fournir aucunes explications sur la possession de ces divers objets; et lorsque plus tard il fut appelé devant le juge d'instruction, il prétendit que les énonciations du procès-verbal étaient inexactes, en ce qu'il constatait que des gravures et lithographies obscènes avaient été trouvées au domicile de son fils. Suivant lui, tous les objets énumérés dans ce procès-verbal étaient dans son logement, où ils avaient été laissés en dépôt quatre ans auparavant et enfermés dans une malle par un courtier en librairie nommé Charles, qu'il n'avait pas revu depuis. Rondet fils a aussi répertorié dans son interrogatoire ces allégations, que détruit le procès-verbal du 12 mai.

Sur les réquisitions du ministère public, le juge d'instruction a opéré la saisie des objets trouvés en la possession de Rondet père et de Rondet fils, suivant procès-verbal du 30 août dernier. Cette saisie, notifiée le 1^{er} septembre, a été maintenue par ordonnance du 8 du même mois. C'est sous l'inculpation d'outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs que les sieurs Rondet père et fils ont comparu aujourd'hui devant le jury. Nous ne voulons pas entrer dans de plus grands détails sur cette affaire, dont les débats ont eu lieu à huis-clos.

Les sieurs Rondet père et fils ont été défendus par M^e Gressier, avocat. L'accusation a été soutenue par M. le substitut Mongis. Rondet père a été acquitté, et Rondet fils condamné à trois mois d'emprisonnement. Les objets saisis ont été confisqués.

Une prévention de rébellion amenait aujourd'hui devant la police correctionnelle (6^e chambre) le nommé Lainé, cocher et propriétaire d'un coupé de remise. Lainé ayant abandonné sa voiture sur la voie publique, un gardien de Paris chargea deux soldats du 5^e de ligne de la conduire à la fourrière de la rue Guénégaud. Le cocher arriva sur ces entrefaites, et le gardien de Paris lui signifia la mesure qu'il venait de prendre. Resté seul avec les deux soldats, Lainé se disposait à se rendre à la fourrière, quand les soldats lui dirent: « Dites donc, cocher, où donc est-ce la fourrière? — Montez dans ma voiture, leur dit Lainé, je vais vous y conduire. Les soldats s'installèrent dans le coupé et les chevaux partirent. Mais Lainé, au lieu de se diriger vers la rue Guénégaud, conduisit les soldats dans son propre domicile, et arriva à sa porte, il les fit descendre et leur dit: « Bien obligé, mes braves, me voilà arrivé. — Comment! c'est ici la fourrière, dit l'un des soldats. — Sans doute, répondit Lainé. Et montrant sa cour il ajouta: « Ma voiture va rester là; soyez tranquilles, elle y sera très bien. — Mais on nous a dit de demander un reçu. — Rien de plus simple, le portier va vous en donner un. » Et l'engage son portier, brave cordonnier, à donner un reçu de la voiture. Celui-ci s'y refuse. Alors les soldats voyant qu'ils ont été pris pour dupes veulent emmener la voiture, et l'un d'eux avait déjà saisi le cheval par la bride, lorsque Lainé s'écria: « Si vous touchez à mon équipage, je vais crier à la tyrannie, à l'arbitraire, amener le quartier, et il vous en arrivera mal. » Les soldats se bornèrent alors à rédiger un procès-verbal des faits, et c'est par suite de ce procès-verbal que Lainé comparait devant le Tribunal.

A l'audience, il prétendit qu'il a cru faire une simple plaisanterie en soustrayant sa voiture au repos forcé qu'on voulait lui infliger. Quant aux menaces d'amener le quartier, il affirme ne les avoir pas faites, et il rejette d'ailleurs sur son état d'ivresse toute cette petite scène. Le Tribunal a jugé qu'il n'y avait rien de bien grave dans la supercherie que Lainé s'était permise, et il l'a renvoyé des poursuites.

Une prévention de tentative de vol d'un diamant de prix amène devant le Tribunal de police correctionnelle (8^e chambre) le nommé Max Lévi, forçat libéré. Sa manière d'opérer fut aussi simple qu'ingénieuse, et c'est à une circonstance assez bizarre en elle-même qu'il a dû la non réussite de son projet. Il se présente donc un matin chez un bijoutier du boulevard; il demande d'abord à voir des bagues dites chevalières montées en rubis. Comme cela devait arriver, il ne trouve rien à sa convenance; il change d'idée alors, et manifeste le désir de se faire monter une bague en dia-

mans. Il fallait bien nécessairement qu'il choisît les pierres pour en commander la disposition. On lui montre des diamans renfermés dans une petite boîte; il y introduit l'index et le pouce, sous prétexte de choisir, et trouve le moyen d'escamoter habilement le plus gros diamant, d'une valeur de 150 francs environ. Le bijoutier, toutefois, avait vu le tour, grâce au reflet d'une glace sur laquelle ne comptait pas le prestidigitateur. Max Lévi porte la main à sa bouche comme pour se gratter la lèvre, mais en effet pour mettre sa proie en lieu de sûreté: il avait encore compté sans un malencontreux accès de toux, qui chassa le diamant de sa retraite improvisée et le fit rouler sur le parquet.

Surpris ainsi en flagrant délit, Max Lévi prétendit que le diamant était tombé tout seul. Il renouvelle ce système de défense à l'audience; mais le Tribunal, après avoir entendu les témoins, et conformément aux conclusions du ministère public, condamne Max Lévi à cinq ans de prison.

Le Tribunal de police correctionnelle (8^e chambre) n'a jamais eu sans doute à s'occuper d'une plainte en voies de fait d'une nature aussi grave que celle qui amène devant lui la femme Simon, qui vient demander protection et justice contre les mauvais traitements de son mari.

Cette malheureuse fait sa triste déposition en fondant en larmes et sans oser regarder son persécuteur, qui l'a terrifié encore par sa présence. Il résulte de l'exposé des faits que, depuis son mariage, sa vie n'a été qu'un long martyre, et que bien souvent ses jours ont été mis en danger par suite des violences inouïes de son mari. Tantôt il la jetait à la porte au milieu de la nuit, tantôt il lui martelait la tête à coups de sabot ferré, ou bien il lui passait une corde autour du cou pour l'étrangler, sans parler des coups de toute nature dont il lui tatouait le corps.

Les nombreux voisins cités comme témoins viennent confirmer la déclaration de la plaignante, qu'ils s'accordent à présenter comme une bonne mère de famille, digne de l'estime des honnêtes gens, tandis qu'ils signalent son mari comme un fort mauvais sujet et surtout comme un homme très dangereux.

Le prévenu écoute toutes ces récriminations avec une complète et cynique insouciance, aussi bien que la condamnation à 15 mois de prison que le Tribunal prononce contre lui.

M. d'Alton-Shée a été mis hier en liberté en vertu d'une ordonnance de non-lieu rendue par la chambre du conseil.

Le parquet de Besançon, en transmettant à Paris l'avis d'un vol de dépêches commis sur la malle-poste, donne la désignation de valeurs importantes dont se sont emparés les auteurs de ce vol. Dans l'intérêt des personnes qui avaient confié ces valeurs à la poste, et pour mettre en garde contre toute surprise ceux auxquels elles pourraient être présentées, nous croyons devoir livrer ces renseignements à la publicité. On y mentionne d'abord quatre *billets de Banque*, dont trois de 200 fr. chacun, numérotés 408, lettre U, 4^e série; 435, lettre O, 8^e série; 227, lettre N, 8^e série, et un de 1,000 fr., n^o 661, lettre W, série 46.

Puis, des *bank-notes* et valeurs anglaises. 1^{er} n^o 99,017 de 5 livres, 3 février 1848, signature Michaud; 2^e n^o 36,498 de 10 livres, 3 février 1848-Jean Renaud. N^o 5,254, Neuchâtel (Suisse), 7 septembre 1848. A un mois de date, veuillez payer, ordre de MM. Brugger et Cellier, la somme de 50 livres sterling-Perrin frères et C^e, passé à l'ordre de M. H. D. Hertz, Neuchâtel, le 2 octobre 1848, Brugger et Cellier. N^o 5259 (valeur de 60 livres sterling, identiquement semblable à la précédente. (Enfin n^o 5259 (valeur de 25 livres, idem.)

En valeurs françaises. Mandats sur la Banque de France, à Paris. 1^{er} n^o 243. Succursale de Clermont, série A, bon pour 2,331 fr. à l'ordre de M. Estelle Paris.

2^e n^o 350. Succursale du Havre, série A, 3,000 francs à l'ordre de MM. Mathey, Barlow et C^e.

3^e n^o 349. Succursale du Havre, série A, 2,500 francs à l'ordre des mêmes.

4^e n^o 348. Succursale du Havre, série A, 1,500 francs à l'ordre des mêmes.

Nota. Les endossements de ces mandats sont terminés ainsi: Payez à l'ordre de MM. Hottinger et C^e, valeur en compte. Neuchâtel, le 3 octobre 1848. P. L. à Coulon.

99 coupons du canal de Bourgogne, adressés de Lausanne à MM. Bicon et Blanc, à Paris.

2 coupons, série 1, n^o 180 et 181; 2 id., même série, n^o 198, 199; 1. série 13, n^o 245; 1. série 13, n^o 28; 17. série 13, n^o 263 à 272, et 298 à 303; 2. série 14, n^o 234 et 236; 7. série 31, n^o 125 à 131; 1. série 31, n^o 371; 20. série 31, n^o 525 à 544; 39. série 32, n^o 506 à 544; 6. série 42, n^o 491 à 496; 1. série 43, n^o 152.

Enfin, sept traites sur divers à Paris: 1^{er} Saint-Jacques, près Florence, 1,000 fr., ordre Dufrené frères, payables chez MM. Wile et C^e, rue du Caire;

2^e Valeur semblable, 600 fr. sur M. Le Duc, rue Simon-Lefranc;

3^e Neuchâtel, 1,000 fr., sur M. Auguste-Martin D'André, à Paris;

4^e Neuchâtel, 5,000 fr., ordre Martin et Puzy, sur M. Aug. Dasser, à Paris;

5^e 10,000 fr., valeur semblable sur M. L. C. Oppermann, à Paris;

6^e Soleure, 1,000 f. à l'ordre de M. Brunner fils sur M. David, Petite Rue-Verte;

7^e Morat, 2,000 fr. à l'ordre de MM. Martin et Puzy sur MM. Berthoud frères, à Paris.

Trois individus surpris hier en flagrant délit de vol, rue Vivienne, 16, ont opposé une résistance tellement vive qu'ils ont blessé deux personnes qui les avaient saisis et qui appelaient main-forte. Ils ont pu néanmoins être conduits au commissariat de police, d'où ils ont été envoyés à la Préfecture.

Nous avons annoncé que le sieur Marc, concierge, rue de Verneuil, qui avait été mis en arrestation à la suite de l'assassinat commis le 24 octobre, venait d'être mis en liberté par ordonnance de non-lieu. Nous devons, dans l'intérêt de la vérité, compléter cette énonciation en ajoutant que les résultats de l'information n'avaient pas laissé subsister le moindre doute sur l'innocence du sieur Marc. On avait dit, dans les premiers moments de son arrestation, que l'individu arrêté avait déjà subi des condamnations judiciaires, et qu'il avait même fait des aveux. Ces détails étaient inexacts et ne pouvaient d'ailleurs s'appliquer au sieur Marc, dont les antécédents sont parfaitement honorables, et qui n'a cessé de protester de son innocence dont la preuve a été démontrée à la justice.

ERRATUM. — Une erreur d'impression, facile à rectifier, s'est glissée dans notre compte rendu du procès du *Chale* et des Champs-Élysées contre le *Chale* Morel. C'est M. Moniot, et non M. Morel, qui a été débouté de sa demande.

DÉPARTEMENTS.

LOIRET (Orléans). — Le Conseil des avocats s'est réuni pour procéder à la nomination du bâtonnier, en remplacement de M. Lafontaine, récemment nommé procureur de la République. M^e Chollet a été élu bâtonnier. M^e Baudry

Si un club est fermé par autorité de justice, aucun de ses membres ne peut faire partie d'un autre club pendant les six mois qui suivent la fermeture.

Une pénalité rigoureuse frappe toute provocation à l'assassinat, au meurtre, au pillage, à la destruction de la famille ou de la propriété, toute excitation à la guerre civile, toute désignation d'un ou de plusieurs citoyens à la haine et à la vengeance. La loi prononce un emprisonnement de deux à cinq ans, une amende de cent à trois mille francs, l'interdiction des droits politiques pour une durée de cinq à dix ans, sans préjudice des peines de la complicité, si l'effet suit la provocation.

Enfin, Messieurs, tout banquet, toute assemblée, tout club qui s'ouvrirait sans déclaration et qui ne se dissoudrait pas sur la sommation du fonctionnaire, serait considéré comme un attroupement auquel s'appliquerait le décret du 7 juin 1848.

Pour assurer aux citoyens que leur déclaration sera immédiatement reçue, le projet de loi veut, s'il y a refus de la recevoir, qu'elle soit faite par un acte d'huissier, enregistré gratis. Elle ordonne que tout huissier requis sera tenu de signifier l'acte, à peine de poursuite disciplinaire et de dommages-intérêts.

Tels sont, Messieurs les représentants, les mesures que votre Commission vous présente, comme donnant au droit de réunion dans les clubs les facilités compatibles avec les circonstances actuelles, avec la liberté des citoyens, avec la sécurité publique.

C'est à l'unanimité que la Commission en propose l'adoption à l'Assemblée.

PROJET DE LOI.

TITRE PREMIER.

De l'organisation des clubs.

Art. 1^{er}. La déclaration exigée par l'article 2 du décret du 23 juillet 1848 est signée par cinq citoyens français, âgés de vingt-cinq ans au moins, jouissant de leurs droits civiques et politiques, et n'ayant subi aucune des condamnations énoncées à l'article 4 de la présente loi.

Art. 2. Dans les dix jours de l'ouverture du club, le président sera tenu de déposer une liste de tous les membres de l'association, et, chaque mois, une liste additionnelle ou rectificative, avec déclaration, signée de tous les membres du bureau, attestant l'exactitude de la liste, conforme au registre ci-après.

A cet effet, il sera tenu dans chaque club un registre où seront inscrits les noms, prénoms, profession et domicile des membres de l'association.

Art. 3. Le bureau d'un club est composé d'un président, d'un secrétaire, de trois autres membres au moins. Le club ne peut siéger tant que le bureau ne réunit pas trois membres présents.

Nul ne peut être membre du bureau s'il n'est âgé de vingt-cinq ans au moins et s'il n'est membre du club.

Art. 4. Nul ne peut être membre d'un club s'il n'est Français, majeur, s'il ne jouit pas de ses droits politiques, s'il a été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux meurtres.

Art. 5. Le citoyen qui a été frappé d'une condamnation en vertu de la présente loi ne peut faire partie d'aucun club, tant qu'il n'a pas subi sa peine ou acquitté le montant de la condamnation.

Art. 6. Nul ne peut être membre de deux clubs dans la même commune.

Art. 7. Toute réunion pour l'exercice d'un culte, toutes assemblées accidentelles qui auraient pour objet soit de pétiionner, soit de traiter des questions politiques ou sociales, tous banquets ayant un but politique, seront déclarés quarante-huit heures à l'avance, dans les formes prescrites à l'article 2 du décret du 23 juillet 1848, et à l'article 1^{er} de la présente loi.

L'article 16 du décret du 23 juillet 1848 est applicable à ces réunions.

Le fonctionnaire délégué aura droit de dresser procès-verbal de toute contravention aux lois. Il devra être revêtu de ses insignes.

TITRE II.

De la suppression et de la fermeture des clubs.

Art. 8. S'il s'élève un tumulte ou désordre grave dans un club et que la voix du fonctionnaire présent ne soit pas écoutée, si une provocation au crime n'est pas interdite à l'auteur de la provocation par le président, si les hommes armés ne sont pas expulsés, malgré l'injonction du fonctionnaire, le fonctionnaire ordonne que le club soit évacué.

Sur le procès-verbal du commissaire de police, signé par les membres du bureau, ou déclarant et les motifs du refus ou de l'impossibilité par eux de signer, et sur l'instruction qu'elle ordonne, si elle le juge convenable, la chambre du conseil décide s'il y a lieu, soit de suspendre provisoirement, soit de fermer le club. La décision de la chambre du conseil est exécutée, sur la signification qui en est faite au président du club, et, nonobstant opposition.

La chambre d'accusation n, si elle est saisie, par opposition à l'ordonnance, prononce souverainement et sans recours.

Art. 9. Si plusieurs condamnations ont été prononcées contre des individus appartenant à un même club, la suspension du club peut être demandée contre le président du bureau.

La suspension peut être prononcée pour deux mois au plus.

Art. 10. Aucun membre d'un club provisoirement fermé ne peut ni faire partie d'un autre club, ni prendre la parole, s'il assiste comme étranger à une séance.

Art. 11. En cas de fermeture d'un club, aucun de ses membres ne peut faire partie d'un autre club pendant les six mois qui suivront la fermeture.

TITRE III.

De la pénalité.

Art. 12. Toute provocation à l'assassinat, au meurtre, au pillage, à la destruction de la famille ou de la propriété, toute excitation à la guerre civile, toute désignation ou d'un citoyen ou de plusieurs à la haine ou à la vengeance, quand de délit sera commis dans des clubs, sera punie de deux ans à quatre ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr. Si l'auteur du délit est armé, la peine sera de trois ans à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 1,000 à 3,000 fr. Dans l'un et l'autre cas, la privation des droits politiques sera prononcée contre le premier pour deux ans au moins, dix ans au plus; contre le second, pour cinq ans au moins, dix ans au plus, à compter de l'expiration de la peine, sans préjudice des peines de la complicité, si la provocation a été suivie d'effet.

Art. 13. Tout signataire des déclarations ordonnées par la présente loi et par le décret du 23 juillet 1848, qui ne réunira pas toutes les conditions exigées par l'art. 1^{er}, sera puni d'un an à trois mois et de l'interdiction des droits civiques pendant deux ans au moins, cinq ans au plus.

Art. 14. La même peine est applicable à la contravention aux art. 3, 4, 5, 6 et 11.

Art. 15. La contravention à l'art. 2 est punie contre les membres du bureau d'une amende de cinq francs prononcée contre eux solidairement.

Art. 16. A défaut de déclaration dans tous les cas prévus au décret du 23 juillet 1848 et dans la présente loi, le commissaire de police ordonne à la réunion de se dissoudre; en cas de résistance à l'injonction des fonctionnaires publics, la réunion est considérée comme un attroupement; le décret du 7 juin 1848 est applicable.

TITRE IV.

Dispositions générales.

Art. 17. Les infractions prévues aux art. 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 13, 14 et 15 sont jugées par les Tribunaux correctionnels.

Art. 18. Les déclarations exigées par la présente loi seront constatées par un récépissé qui sera délivré immédiatement. En cas de refus, la déclaration sera constatée par acte d'huissier, enregistré gratis.

Tout huissier requis est tenu de signifier l'acte, sous peine de poursuite disciplinaire et de dommages-intérêts.

Art. 19. L'article 463 du Code pénal est applicable à tous les faits prévus par la présente loi.

Art. 20. Toutes les dispositions du décret du 23 juillet 1848 auxquelles il n'est point dérogé sont maintenues.